

QUINZAINE de l'égalité des chances et de la diversité
Le Centre du Libre Examen propose
3 activités sur le thème :

école et égalité des chances

14/11 et
18/11
de 12h à 14h
deux **Rencontres**
Locales
avec les communes
de Forest et
Schaerbeek

23/11
de 14h à 17h30
**Colloque Des synergies
pour raccrocher à l'école (2):
l'égalité à l'école
à Bruxelles Laïque**

16/11
de 9h à 12h
**Visite du service d'Action Sociale
Globale Solidarité Savoir
à Molenbeek-Saint-Jean**

"Notre jeunesse,
notre diversité,
notre force"



www.facebook.com/quinzaine.veertiendaagse

www.centre-librex.be - 02 535 06 78

vlacroix@centre-librex.be



Concertation locale sur le raccrochage scolaire

FOREST le 14 novembre 2011

Objectifs et motivation

Le Centre régional du Libre Examen a proposé aux Services de l'Instruction Publique des Communes de Forest et de Schaerbeek de mener une réflexion sur la problématique du décrochage scolaire. En partenariat avec les échevins, nous avons voulu organiser une rencontre de travail dans chacune de ces deux communes. Ces rencontres ont rassemblé, autour d'un lunch, les principaux partenaires locaux participant à la lutte contre le décrochage scolaire. L'objectif visait à favoriser les échanges de points de vue et de pratiques, mais aussi à renforcer les synergies entre acteurs de terrain.

A l'issue, le Centre régional du Libre Examen devait produire un compte rendu du travail collectif et des recommandations pratiques afin de les mettre à disposition des acteurs de ces communes. C'est l'objectif de cette note, pour la commune de Forest.

Compte rendu de la rencontre

La rencontre locale sur Forest a réuni autour de l'échevine de l'Instruction publique, Françoise PERE, les acteurs suivants :

- Alain MARCEL, Coordinateur des dispositifs de cohésion sociale à la Commune de Forest ;
- Cédric FROMENT, Responsable du Service de prévention, Cellule de veille de la Commune de Forest;
- Marie VAN ZUTPHEN, Chef du service Instruction Publique à la Commune de Forest ;
- Geneviève KAYSER, Coordination pédagogique à la Commune de Forest ;
- Dominique CLAJOT, Directeur du PMS St Gilles ;
- Catherine MASSARO, Assistante sociale au CPMS Uccle ;
- Jacques SEVERS, Directeur EDD (10 à 19 ans) Les Jeunesses Scientifiques « L'échec à l'échec » ;
- Rachida KHARRAZ, Proviseur à l'Athénée Royal Andrée Thomas;
- Mohammed EL HAMOUTI, Athénée Royal Victor Horta;
- René DESORBAIS, Directeur de l'Institut st Joseph -Atelier Marollien ;
- Lucille BIESMANS, Directrice adjointe de l'Institut Sainte Ursule ;
- Florence FLAMMANG, Directrice de l'Ecole communale spécialisée « Les Marronniers » ;
- Ariane VIGNOBLE, Directrice de l'Ecole communale n°9 ;
- Odile BOURGEOIS, Directrice de l'Ecole communale n°3.
- Marie TERCELIN, Coordinatrice de l'EDD (6 à 12 ans) Le partenariat Marconi asbl ;
- Nourdin AKALDOUCH, Coordinateur de l'EDD (6 à 17 ans) APOMSA (Association des Parents pour l'Orientatation et la Médiation du Quartier Saint-Antoine) ;
- Didier DELAVELEYE, Responsable Jeep, Mission Locale de Forest asbl ;
- Ingrid DUPUIS, Pour la Solidarité ;
- Denis STOKKINK, Anne BERNARD, Valérie BRIXHE, Centre régional du Libre Examen.

La rencontre avait pour ordre du jour de faire le point sur :

- la réalité des jeunes en décrochage scolaire et la façon dont chacun perçoit et intègre le problème dans le cadre de ses missions ;
- les actions mises en œuvre dans la commune, leur impact, les difficultés rencontrées, les pistes d'amélioration des dispositifs existants ;
- les réseaux de partenariats au niveau local, leur dynamique et lisibilité, leur complémentarité.

Essai de définition du décrochage scolaire

Un premier tour de table des acteurs présents lors de cette concertation a permis d'évoquer les diverses conceptions du phénomène de décrochage scolaire et la manière dont chacun y

est confronté dans son organisation, ses missions, ses pratiques professionnelles. Le concept de décrochage scolaire est difficile à définir car il recouvre des causes très diverses et nécessite des solutions encore plus éparées.

On peut distinguer deux types d'élèves :

- Tout d'abord, il y a beaucoup de jeunes qui marquent un désintérêt total pour les études et ne veulent plus travailler à l'école. Cette démotivation des élèves est un symptôme du décrochage, même s'il s'agit de jeunes qui continuent de venir en cours.
- Ensuite, il y a les élèves qui, au-delà du travail, n'ont carrément plus envie de venir à l'école. Ils accumulent donc un grand nombre de jours d'absence, une succession de retards. Le personnel enseignant se trouve fort démuni face à ce type de décrocheurs « intouchables », injoignables, avec lesquels la relation se distend.

La création des Services d'Accrochage Scolaire (SAS) est une bonne chose mais le problème est la liste d'attente de plus de trois mois. Ces services sont externes et accueillent des jeunes qui ne souhaitent plus aller à l'école : autour d'activités créatrices ou sportives, ils amènent le jeune à reconstruire, redéfinir son projet d'avenir et de scolarité.

Lorsque le décrochage scolaire est physique, les écoles sont tout à fait démunies. Une directrice d'école a expliqué à ce propos l'exemple d'une élève qui avait vraiment décroché et qui ne venait plus du tout à l'école. Elle s'est battue pour rencontrer les parents, elle a saisi le SAJ, le SPJ, mais sans résultat. Lorsque les parents ont changé leur fille d'école en fin d'année, le contact a été définitivement rompu et l'enfant a vraiment disparu dans la nature. Et il n'y a aucun suivi des services compétents. Les établissements scolaires n'ont pas d'outil pour agir dans ces situations.

Constats sur le terrain

Selon la mission des partenaires présents et leur position dans le système d'enseignement, leurs analyses des causes et des enjeux du décrochage scolaire diffèrent.

Les établissements scolaires

C'est en troisième professionnelle que le décrochage est le plus fréquemment constaté. La raison est que, bien souvent, l'orientation dans une troisième professionnelle n'est pas un choix volontaire de l'élève mais bien une décision de l'institution vécue par le jeune comme une forme d'exclusion. Il faut donc avant tout rétablir l'image de soi de l'élève. Le système éducatif est d'une certaine manière responsable de ce décrochage en filière professionnelle : tout est question d'image de ces métiers qui ne sont pas valorisés, ni au regard des parents, ni au regard des professeurs et du système éducatif lui-même ! Ainsi, on fait « descendre en professionnel » les élèves qui ne suivent pas en filières générales. Cependant, personne ne

se pose la question de savoir si l'élève est capable de suivre en professionnel, ce qui n'est pourtant pas donné à tout le monde !

Il importe également que les enseignants se remettent en question par rapport à la manière dont ils présentent leur cours – parfois peu attrayant pour les élèves – ou à la manière dont ils considèrent et traitent les élèves !

Le système et les enseignants ne sont pas les seuls en cause. Pour l'Atelier Marollien de l'Institut Saint Joseph, force est de constater une énorme responsabilité des parents dans le décrochage scolaire des jeunes. Ceux-ci ne s'investissent plus assez dans la scolarité de leur enfant, ils ne le suivent plus, ils ne le soutiennent plus dans les études. Ils sont eux-mêmes en décrochage par rapport à l'éducation de leur enfant et, quelles que soient les raisons évoquées, il en résulte que de nombreux parents ne se préoccupent pas de savoir où est leur enfant pendant ou après les cours, ni de ce qu'il fait à l'école ! Et l'école n'a aucun recours contre ça...

A l'Athénée Royal Victor Horta, le journal de classe constitue un outil de communication indispensable entre l'école et les parents. Il est donc important de le signifier aux parents afin qu'ils le signent régulièrement pour témoigner de leur prise de connaissance de son contenu et ainsi pour suivre la scolarité de leur enfant. Or, beaucoup de parents habitués à d'autres pratiques –dans d'autres systèmes scolaires ou d'autres pays-, ne perçoivent pas le journal de classe comme tel et ne l'utilisent pas de façon optimale.

En ce qui concerne l'enseignement spécialisé, la problématique du décrochage scolaire se décline différemment. Rappelons que l'enseignement spécialisé est divisé en types, chaque type correspondant à une classe de limitations des élèves : par exemple, le type 1 accueille des enfants qui présentent un retard mental léger, le type 3 concerne les troubles du comportement, le type 8 regroupe des enfants censés avoir une intelligence normale mais qui présentent des problèmes d'apprentissages tels que la dyslexie, la dyscalculie, la dysorthographe, la dyspraxie etc. Le système spécialisé devrait proposer des réponses pédagogiques adaptées aux limitations de chaque élève, mais la réalité est toute autre. Les types sont souvent mélangés dans les classes.

Différents problèmes sont constitutifs du décrochage de beaucoup d'élèves dans l'enseignement spécialisé. A l'école « Les marronniers », un grand nombre d'élèves arrivent en ayant déjà décroché à cause de leurs difficultés d'apprentissage. Il faut noter que des classes de 25 ne permettent pas à l'enseignant de s'occuper convenablement de chaque élève, surtout si ce dernier est en difficulté. De plus, les parents sont seuls aptes à prendre la décision d'une orientation vers le spécialisé et, comme cette décision est difficile à accepter, beaucoup d'enfants arrivent dans l'enseignement spécialisé alors que le mal est déjà fait, en ayant une estime d'eux-mêmes catastrophique. Ces élèves ont pendant longtemps été mis chaque jour face à leurs incompétences ou de leurs limitations. Les enseignants du spécialisé

doivent d'abord prendre le temps de réconcilier les élèves avec l'école avant de travailler sur les matières à enseigner. Le décrochage se révèle de plusieurs façons, tout d'abord par l'absentéisme mais aussi par des retards systématiques et le rejet de l'école.

Par ailleurs, l'école « Les marronniers » a comme spécificité l'axe pédagogique et tente de faire passer le CEB aux élèves qui en ont les capacités. Chaque année, une classe obtient le diplôme. Une réussite pourrait-on dire... Pas toujours hélas, car la stigmatisation que peut provoquer l'enseignement spécialisé, pour des élèves qui y ont obtenu leur CEB, fait que ces élèves méritants se retrouvent marginalisés, voire exclus, lors de leur inscription dans l'enseignement secondaire général. Et le travail de reconstruction de soi, porté pendant plusieurs années par l'école spécialisée, balayé en 1^{ère} année secondaire.

Enfin, à l'école fondamentale 3, la mixité sociale devient de plus en plus variée et importante, le nombre des primo-arrivants étant en très forte croissance. C'est pourquoi la direction est très attachée à travailler avec des partenaires susceptibles d'accompagner les familles. Cela lui prend beaucoup de temps et d'énergie pour essayer d'aider parents et élèves, au cas par cas, selon leurs besoins spécifiques. Parfois, l'équipe de direction se retrouve face à des difficultés compliquées, voire insurmontables qu'elle ne peut solutionner d'autant qu'elle a en charge près de 500 élèves dans son établissement.

Les services qui gravitent autour du décrochage scolaire

Le CPMS de Saint Gilles déplore le nombre restreint de travailleurs au vu du nombre important d'élèves qu'ils ont en charge. D'autant que la mobilité du personnel rend difficile le travail du service et le suivi des dossiers. Notons que la mission du CPMS est de s'occuper des élèves et non de se mettre au service de l'école. Comme l'intérêt de l'école ne rencontre pas toujours l'intérêt de l'élève, des distensions peuvent apparaître. Ainsi, l'orientation dans la filière professionnelle est perçue par le CPMS comme une manière déguisée d'exclure des élèves « dérangeants » pour des raisons comportementales et non d'aptitudes scolaires.

Le Partenariat Marconi est une école des devoirs qui se veut un lien entre l'école, les parents et l'enfant. Il travaille en collaboration avec l'école 3 et l'Adret (Centre de santé mentale), qui lui envoient des enfants en difficulté. Outre l'aide aux devoirs, le Partenariat Marconi organise pour les enfants des ateliers artistiques, de la natation et des camps durant les congés scolaires.

De son côté, l'APOMSA constate que 70% des enfants qui viennent à son école des devoirs proviennent de l'école 9. Il est à noter que dans l'enseignement primaire, les parents sont encore fort présents et attentifs à la scolarité de leur enfant, alors que dans le secondaire ils le sont beaucoup moins.

L'asbl « Echec à l'échec » organise le mercredi de la remédiation scolaire ainsi que de l'apprentissage à une méthode de travail. Ce sont des professeurs diplômés qui assurent cette remédiation par groupe de huit élèves. Comme l'enseignant qui accompagne le jeune n'est pas celui qui le note à l'école, le jeune est plus enclin à dire ce qu'il ne comprend pas et à oser poser des questions.

Le Service de prévention scolaire de la Commune de Forest est subventionné par la région. Il travaille sur le suivi individuel des jeunes en difficultés scolaires. Le plus souvent son public est composé des jeunes de 13 à 15 ans, de 2^{ème} ou 3^{ème} professionnelle, démotivés, déjà renvoyés d'un établissement, ayant perdu confiance en eux. La mission du service est d'amener les jeunes à se projeter dans l'avenir et de se construire un projet. L'avantage de ce service en dehors du milieu scolaire est qu'il permet au jeune d'être plus à l'aise.

Le projet JEEP (Jeunes, école, emploi, tout un programme) est un programme régional implanté dans les missions locales pour effectuer avec des jeunes la transition entre le scolaire et la vie active. Le projet prévoit des formations dans les dernières années du secondaire. JEEP a également un volet « jobs d'étudiant » qui permet de vivre une expérience professionnelle. Son objectif est d'aider les jeunes à trouver un sens à l'avenir et de se donner une image positive d'eux-mêmes.

Enfin, le service de Cohésion Sociale cherche à établir un lieu de communication qui peut accueillir tous les acteurs s'occupant du volet scolaire (écoles, EDD et structures d'aide).

Au fil de la discussion sur les processus d'échec scolaire, les intervenants ont soulevé toute une série de questions sur le rapport au savoir, les systèmes d'évaluation, l'objectif premier de l'école, l'intérêt accordé à la personne même du jeune, etc. En résumé : Est-on à l'école pour apprendre ou pour montrer qu'on sait ?

Bonnes pratiques

Lorsqu'un système ne fonctionne pas de façon satisfaisante, il faut essayer des petites choses, des petits changements pour tenter une amélioration. Divers intervenants nous ont expliqué les petits éléments qu'ils ont mis en place pour faire évoluer des situations de blocage et/ou pour raccrocher les élèves.

Par exemple, considérant que des relations constructives avec les parents ne peut être que bénéfique, l'Athénée Royal Victor Horta organise une rencontre avant le premier bulletin, afin que le discours soit positif, et que les parents ne vivent pas ce moment uniquement comme l'annonce de mauvaises nouvelles. Un autre outil utilisé concerne les absences : chaque matin, les éducateurs téléphonent aux parents dont l'enfant n'est pas présent en classe, ce qui permet d'avoir un impact direct en cas d'absence.

Etre élève, c'est aussi une question de représentation que l'on peut se faire de son propre statut. En termes d'image de soi, l'Athénée Royal Victor Horta attache une grande importance à ce que chacun ait sur lui un sac à dos avec ses cours, ses classeurs et son journal de classe. On ne peut être disposé à étudier si l'on n'a pas avec soi son matériel, tant à l'école pour apprendre, qu'à la maison pour étudier !

A l'Institut Sainte Ursule, plusieurs techniques sont mises en place pour aider ces derniers à retrouver le goût du travail : des professeurs les encadrent d'un point de vue méthodologique, les reçoivent soit en individuel soit en groupe.

Dans l'enseignement spécialisé, l'école « Les marronniers » organise des conseils de classes hebdomadaires, ce qui permet de mieux communiquer et de se rendre compte rapidement lorsqu'il y a un souci. Cependant, il n'y a pas de solution unique, c'est au cas par cas, il n'y a pas de « truc ».

A l'école 9, chaque élève a un dossier individuel qui le suit tout au long de sa scolarité. La tenue d'un tel dossier, comme cela se fait systématiquement dans le spécialisé, permet de centraliser les informations, d'éviter les redondances, de ne plus perdre de temps en repérant plus vite les problèmes, mais aussi de contrer, si besoin est, les arguments malhonnêtes des parents.

L'implantation à Forest de l'Institut Saint Joseph (Atelier Marollien) a pour projet de récupérer des moyens en heures prof pour transférer des professeurs de cours généraux dans les sections professionnelles. Ces transferts favorisent les liens entre cours généraux et travaux pratiques dans les ateliers, et finalement, ils permettent de changer la vision des élèves à l'égard des cours professionnels. Ces ponts ouvrent aussi la possibilité d'organiser des chantiers et autres activités en extérieur, ce qui permet de donner du sens à l'apprentissage.

L'Athénée Royal Victor Horta se trouve dans la même optique par rapport aux attributions des professeurs et demande que chaque professeur prenne au moins dans ses horaires une classe de section professionnelle. En évitant les cloisonnements profs de professionnel /profs de général, cette meilleure répartition des classes permet à chacun de se faire une idée générale de l'offre de l'enseignement. Ainsi, lorsqu'un enseignant veut orienter en professionnel, il sait au moins de quoi il parle et peut s'assurer que la filière proposée est adaptée à l'élève. C'est un avantage inestimable car il permet de changer le discours qui sera tenu envers l'élève. Et l'Athénée Royal Victor Horta de rajouter que, pour tendre vers une véritable mixité sociale, il faudrait que toutes les écoles soient obligées d'offrir les trois filières d'enseignement !

Durant la rencontre, un débat s'est porté sur l'opportunité que les élèves puissent faire le choix d'aller en secondaire général ou en secondaire professionnel dès le premier degré.

Selon la direction de l'enseignement fondamental spécialisé, tout est fait pour stigmatiser l'enseignement professionnel ! En supprimant les classes professionnelles en 1^{ère} et 2^{nde} secondaire, le système a renforcé le message à la population selon lequel si vous avez vraiment tout raté alors vous avez le droit d'apprendre un métier en filière professionnelle ! Pour les enfants du spécialisé qui ont obtenu leur CEB et vont obligatoirement en 1^{ère} générale, ou pour ceux qui sortent sans CEB et entrent en 1^{ère} différenciée, c'est souvent le travail de plusieurs années qui est réduit à néant : en effet, ces jeunes se retrouvent dans un type d'enseignement pour lequel ils ne sont pas bien adaptés. Ils devraient avoir la possibilité d'aller directement en filière professionnelle, car c'est ce dans quoi ils seront, pour la plupart, le plus doué.

Cette position ne fait pas l'unanimité et beaucoup d'intervenants avancent l'argument que l'on ne peut pas demander aux enfants de faire un choix si jeune ! Pour le CPMS, le problème n'est pas qu'il y ait le choix mais bien que ce ne sont pas les élèves qui choisissent puisqu'on les « jette » dans ces filières de relégation ! Pour l'Athénée Royal Victor Horta, le degré différencié tient une grande importance car il permet aux élèves de retourner dans le général s'ils le souhaitent. L'instauration d'un tronc commun le plus longtemps possible tend vers l'idée d'égalité des chances pour tous les élèves.

Tous les intervenants s'accordent, néanmoins, sur le problème de la dépréciation de l'image des métiers professionnels et donc des filières d'orientation professionnelle de l'enseignement. Une revalorisation de ces métiers dans les représentations sociales éviterait ces écueils.

Des synergies

Si l'on constate une grande mobilisation des intervenants présents à cette rencontre, tous se disent démunis face aux situations de décrochage scolaire. Ils constatent leur manque de prise face à des élèves absents et s'accordent pour témoigner que les partenariats et/ou les synergies entre leurs services permettraient de trouver des solutions communes plus efficaces. Un travail en réseau permettrait à chacun de ne plus être seul face au phénomène, de pouvoir mieux rencontrer les besoins de ces jeunes en décrochage, de davantage coordonner leurs actions.

Il existe beaucoup de services dans la commune autour de l'école et du décrochage mais la situation ne semble pas avancer pour autant. C'est pourquoi communiquer et construire un réseau – en y conviant aussi les AMO, absentes de la concertation actuelle - pour travailler ensemble pourrait amener une amélioration dans l'approche de l'accrochage scolaire.

Il faudrait également penser à instaurer une continuité entre enseignement primaire et secondaire, et, une connaissance entre professeurs du primaire et du secondaire.

Certains intervenants témoignent de liens de partenariat qu'ils ont tissés entre une école et une école des devoirs, entre une école et un CPMS, mais un réseau plus étendu permettrait davantage d'outils face au phénomène du décrochage.